

LA MANIFESTATION DU 14 JUILLET 1942 À MARSEILLE

Par Robert Mencherini,
Professeur des Universités honoraire en Histoire contemporaine



La foule des Marseillais et
Marseillaises devant l'Hôtel
de Ville. © AD 13, 76 W 116

Sous l'État français, la République est considérée comme un « ancien régime », mais la fête nationale du 14 juillet est maintenue^[1]. Réduite, depuis l'été 1940, à une journée « de deuil et de recueillement », en hommage aux morts de la guerre, elle ne donne lieu qu'à des cérémonies très limitées. En 1942, la Résistance est suffisamment développée et organisée pour redonner tout son éclat à la journée emblématique de la République.

[1] Sur ce qui peut apparaître comme un paradoxe, comme la non-interdiction de La Marseillaise en Zone non occupée, voir Robert Mencherini, « La Marseillaise, Vichy, La Résistance et les Marseillais pendant la Seconde Guerre mondiale », in Alain Chevalier, Fabrice Denise, Monique Fuchs (dir.), *La Marseillaise*, Strasbourg, Éditions des Musées de Strasbourg, 2021, 220 p., pp. 100-107.

La fierté, l'espoir et la fureur retrouvés

Le 2, puis le 12 juillet 1942, au nom du général de Gaulle et de tous les mouvements de Résistance, Maurice Schumann, dans l'émission de la BBC « *Honneur et Patrie* », appelle les Français de la Zone non occupée à arborer les trois couleurs et à manifester le 14. Les tracts et affiches des mouvements de Résistance donnent des consignes identiques. Au soir du 13 juillet, le général de Gaulle lance un dernier appel : « *Les drapeaux ! c'est la fierté. Les défilés ! c'est l'espoir. La Marseillaise ! c'est la fureur. Il nous faut et il nous reste : fierté, espoir, fureur* »^[2].

Nombre de localités de la Zone libre sont touchées par des manifestations. À Marseille, le rassemblement est fixé au monument des Mobiles, en haut de la Canebière, à 18h30, mais, dès le matin, une soixantaine de porteurs de cocardes tricolores sont arrêtés au carrefour Canebière-Belsunce. Vers 17h45, aux abords de l'église des Réformés, on dénombre « 15 ou 20 000 badauds, un noyau de manifestants résolus et 1 500 à 2 000 sympathisants ». La manifestation descend la Canebière. On chante *La Marseillaise*, on crie : « *À bas Laval* », « *Vive de Gaulle* », on demande « *du pain sans ticket* », mais aussi « *Ouvrez les prisons* »^[3].

Les photographies montrent une foule qui ne recherche pas l'affrontement avec les forces de police, elles-mêmes peu agressives, en dépit des arrestations. Le préfet a pris la précaution de tenir à l'écart les troupes du Service d'Ordre légionnaire (SOL) et du Parti Populaire français, collaborationniste (PPF), dirigé par Simon Sabiani. Pourtant, un drame endeuille la journée. Vers 19 heures, à l'entrée de la rue Pavillon, des coups de feu sont tirés sur la manifestation à partir du siège du PPF. Deux femmes, Louise Krebs et Émilienne Trouillard, sont tuées et six hommes blessés.

L'écho de la manifestation

Le 19 juillet, à 17 heures, à l'appel de Radio Londres, un hommage est rendu aux deux victimes au cimetière Saint-Pierre par une foule qui couvre leurs tombes de bouquets tricolores. Les autorités vichystes assignent à résidence des personnalités suspectées d'avoir encouragé les manifestations : Jean Leça, ancien conseiller d'arrondissement, Toussaint Ambrosini, ancien député des Bouches-du-Rhône, et le syndicaliste Pierre Ferri-Pisani. Tous sont de sensibilité socialiste.

[2] Jean-Louis Crémieux-Brilhac (dir.), *Les Voix de la liberté*, ici Londres, 1940-1944, Paris, La Documentation française, 1975, 5 volumes, tome 2, p. 162 et sq. [3] Archives départementales des Bouches-du-Rhône (césormais AD 13), 79 W 116, le préfet de la région de Marseille au ministre de l'Intérieur, 16 juillet 1942, rapport dont sont issus la plupart des renseignements. [4] AD 13, 72 W 4, rapport des interceptions téléphoniques entre le 15 juillet et le 15 août 1942.



L'écho de la manifestation de Marseille est important. Les mouvements de Résistance dénoncent la répression par des tracts intitulés « *Nous les vengerons* ». Les autorités d'occupation ont une connaissance des manifestations dans le Midi par la commission d'enquête sur les camps en Zone non occupée du 11 au 18 juillet 1942. Ainsi, le *Hauptsturmführer* Danneker constate que « *lors de la traversée de Marseille (le 14 juillet à 18h15), la Canebière (sic) était embouteillée par une foule énorme. La police faisait des barrages, mais de toute évidence, elle n'avait pas la situation en mains* ». Les Allemands sont aussi informés par les membres du PPF : Simon Sabiani fait le récit de la manifestation et des incidents au consul d'Allemagne, le comte von Thun^[4]. Autant d'éléments qui confortent l'image que les nazis ont de Marseille comme une ville dangereuse et dont ils se souviendront en janvier 1943.

Le succès des manifestations du 14 juillet 1942 met en évidence la capacité de mobilisation de la Résistance, mais aussi l'audience réelle dont dispose Radio Londres. La convergence avec la Résistance intérieure, dont on a ici un exemple, permet à la France Libre de devenir, pendant l'été 1942, la « France combattante ». Les 14 juillet de 1943 et 1944, sous occupation allemande, auront un tout autre visage.